

La contexte socio-économique de la Réunion

• **Marie-Laure Hoarau** *

Directrice de l' Observatoire du Développement de la Réunion

La Réunion connaît un fort dynamisme économique qui se traduit par une importante création d'activité et d'emplois mais également par des gains de productivité et une modernisation dans tous les secteurs. Pourtant ces performances ne bénéficient pas de façon équitable à l'ensemble de la population dont le tiers vit de minima sociaux.

En cours d'histoire-géographie, après avoir dessiné, sur un papier-calque, les contours du pays étudié, on place, en couleur, le relief et les fleuves, les caractéristiques sociales et politiques et, enfin, les ressources et les productions. Ainsi, sont mises en avant les imbrications de l'histoire, de la géographie et de l'économie. Pour dresser le tableau social et économique de la Réunion, il est utile d'avoir recours aux mêmes rapprochements tant la situation socio-économique de l'île est liée à son histoire et à sa position géographique. La Réunion est une île volcanique jeune. Elle se situe dans l'hémisphère sud à 800 kilomètres de Madagascar et plus de 9.000 kilomètres de Paris. Elle présente un relief fortement escarpé qui subit toujours une intense érosion sous l'effet des pluies tropicales. Le territoire de 2.512 kilomètres carrés est encore restreint par son caractère accidenté qui contraint les activités humaines principalement aux zones littorales.

Inhabitée lors de sa découverte, la Réunion se laisse apprivoiser par les hommes venus d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Elle est marquée dans son organisation spatiale et sociale par son passé de colonie française de plantation. Elle est département français depuis 1946, région française depuis 1983 et région ultrapériphérique européenne depuis 1997.

Un statut européen spécifique

Le statut de région ultrapériphérique (RUP) créé par l'Union européenne tient compte des liens étroits de la géographie, de l'histoire et de l'économie, puisqu'il regroupe à la fois la notion d'éloignement géographique (par rapport au reste de l'Europe) à ses infrastructures et son marché, mais également la notion d'écart par rapport aux standards de développement des

* *Observatoire du Développement de la Réunion (ODR)*
BP 722 - 39, boulevard Lacaussade
97474 Saint-Denis cedex
marie-laure.hoarau@odr.net

autres régions de l'Union.

« *L'insularité des RUP, leur climat tropical, leur relief fréquemment volcanique et accidenté, la distance qui les sépare du continent et leur proximité avec les pays tiers moins développés sont autant d'obstacles au développement de ces régions. De même, à l'exception de la Guyane, leur densité de population est relativement élevée, alors que leur poids démographique, économique et territorial est réduit par rapport à l'ensemble de l'Union européenne. Leur difficulté à réaliser des économies d'échelle et à rentabiliser les grands investissements, tout comme leurs taux de chômage - le plus souvent très élevés, en particulier chez les jeunes - et leurs faibles niveaux de revenus placent les RUP parmi les régions les plus pauvres de l'Union* » (Commission européenne, 2006). Afin de leur permettre de combler les retards structurels qu'elles présentent par rapport aux autres régions dans des domaines fondamentaux comme la formation, l'emploi ou encore les infrastructures, l'Union européenne accorde à ces régions un traitement particulier. Lors des deux précédentes programmations, elles relevaient des programmes d'objectif co-financés par l'Etat et l'Union européenne. Pour la période 2000-2006, elles se sont vues attribuer 7,7 milliards d'euros au titre des Fonds structurels. Des programmes spécifiques visant à développer les infrastructures et les secteurs les plus

porteurs d'emplois ont également été soutenus par l'Europe.

Ce soutien de la communauté européenne a participé au développement important de l'économie réunionnaise depuis une vingtaine d'années.

Une croissance économique soutenue

L'INSEE et l'IEDOM (Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer) relèvent, dans une étude consacrée au rattrapage économique réunionnais, l'importance de la croissance économique de cette région. « *L'île de la Réunion a été la région française de loin la plus dynamique, avec une croissance globale nettement supérieure à celle de toutes les régions françaises, Dom compris* » (Naudet, Actif, Jourdan & Parain, 2005, p. 10).

Les deux organismes attribuent cette tendance positive à deux éléments majeurs : d'une part, une progression importante des investissements locaux et, d'autre part, la croissance des exportations. Deux éléments qui restent faibles pour des raisons structurelles, mais dont la progression agit comme moteur pour l'ensemble de l'économie locale.

Les investissements au sens macro-économique comprennent les investissements des sociétés,

	Açores	Canaries	Guadeloupe	Guyane	Madère	Martinique	Réunion
Localisation	Océan Atlant.	Océan Atlant.	Mer des Caraïbes	Amérique du Sud	Océan Atlant.	Mer des Caraïbes	Océan Indien
Capitale	Porta Delgada	Las Palmas	Pointe-à-Pitre	Cayenne	Funchal	Fort-de-France	St-Denis
Population	237.900	1.715.700	425.700	161.100	244.800	383.300	715.900
Chômage	2,50 %	11,10 %	26 %	24,40 %	2,50 %	22,90 %	29,30 %
F.S. 2000-06 (en millions d'Euros)	854	2.743	808	371	705	674	1.516

Source : Eurostat

Tableau 1. Les régions ultra-périphériques de l'Union européenne : Fonds structurels 2000-2006

de longue date, importants à la Réunion, les investissements publics à travers des chantiers de travaux publics importants et enfin les acquisitions de logements de la part des ménages. La croissance des exportations est notamment portée par l'essor de l'activité touristique. Les dépenses des touristes représentent plus de la moitié des exportations. D'autres secteurs, comme les services et la production agro-alimentaire, connaissent également des taux d'évolution importants.

L'INSEE et l'IEDOM relèvent que l'écart conséquent entre les importations et les exportations est dû à des exportations très basses et non à des importations très lourdes. L'économie de la Réunion a su développer les produits et services nécessaires à sa consommation, notamment dans le domaine agro-alimentaire pour lequel la stratégie d'import-substitution est une réussite.

Malgré cette croissance soutenue, la Réunion présente encore un PIB par tête très faible et connaît un taux de chômage toujours très élevé.

Une situation sociale préoccupante

En mars 2007, l'INSEE constatait que le taux de chômage 2006 restait trois fois plus élevé que celui, déjà important, que connaît la France métropolitaine. Pourtant, depuis la fin des années 1990, la tendance des chiffres du chômage est favorable. Malgré une pression démographique importante, puisque la croissance annuelle de population est de 1,55 % par an, « la création d'emploi, conjuguée à la quasi-stagnation des taux d'activité, a permis d'absorber plus que le flux annuel des 5.400 personnes supplémen-

taires arrivant sur le marché du travail » (Bally & Actif, 2007, p. 5).

Bien que les chiffres de l'emploi connaissent donc une embellie, la situation sociale à La Réunion reste préoccupante.

Au 31 décembre 2006, 243.710 personnes sont couvertes par au moins un minimum social, c'est-à-dire environ un tiers de la population d'après les estimations de population de l'INSEE selon lesquelles, au 1^{er} janvier 2006, la Réunion comptait 784.000 habitants (CAF, 2007).

Les minima sociaux comprennent différentes allocations : le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) et/ou le Revenu de Solidarité (RSO), allocation versée aux personnes de 50 ans ou plus ayant perçu de façon continue le RMI depuis 2 ans au moins et qui s'engagent à quitter le marché du travail et/ou l'Allocation Parent Isolé (API) et/ou l'Allocation Adulte Handicapé (AAH).

Le chômage n'affecte pas toute la population de la même façon. L'institut national a mis en évidence un effet de polarisation de l'emploi et du chômage dans les familles. Le chômage n'est plus alors un risque individuel mais la résultante d'un déterminisme social, voire familial. Or, l'INSEE a calculé que 42 % des ménages actifs

	La Réunion	Métropole
Nombre d'allocataires de l'API pour 1000 femmes de 15 à 49 ans	50,3	12,2
Nombre d'allocataires de l'AAH pour 1000 personnes de 20 ans et plus	21,6	16,8
Nombre d'allocataires du RMI pour 1000 personnes de 20 à 59 ans	180,2	33,1
Pourcentage de la population pour la CMU complémentaire	40,8	6,7
Nombre d'allocataires de l'Allocation supplémentaire du Minimum Vieillesse pour 100 personnes de 65 ans et plus	61,0	5,2

Tableau 2. Les principaux indicateurs de précarité au 01/01/2006

(Source : Statiss 2007, DRASS)

étaient touchés par le chômage à La Réunion en 2003, alors que ce même indicateur était de 15 % pour la France en 2000 (Bally, 2004).

De plus, quand le chômage frappe, c'est souvent pour de longues durées, quelquefois-même pour la vie entière périodiquement interrompue par des contrats de travail temporaires.

Dans ses statistiques sur le marché du travail, la Direction du Travail indiquait, en juillet 2007, que la part des demandeurs d'emploi de longue durée, c'est-à-dire les chômeurs qui totalisent plus de 12 mois de chômage sur les 18 derniers mois, représentent 38,8 % des demandeurs d'emploi de catégorie 1.

Dans une étude consacrée à l'évolution socio-économique de la Réunion, l'INSEE, l'IEDOM et l'AFD (Agence Française de Développement) expliquent l'évolution du chômage par une double transition qui aurait transformé la société réunionnaise de façon extrêmement rapide. Une transition démographique, d'une part, qui maintient une pression forte sur le marché du travail par l'arrivée de classes nombreuses à l'âge de travailler, une absence d'émigration nette et l'évolution des taux d'activité. Une transition économique, d'autre part, ayant permis une modernisation rapide de la Réunion tant du point de vue de l'appareil productif que des infrastructures et de l'environnement institutionnel, administratif et réglementaire. Les auteurs concluent le rapport par ce bémol : « *Cette mutation de la société réunionnaise pourrait être considérée comme une réussite pleine et entière à une réserve près, mais quelle réserve : la double transition réunionnaise n'a mis en mouvement que deux tiers environ de la population active et a privé le reste d'une participation active aux transformations en cours* » (INSEE, IEDOM, AFD, 2004, p.45).

Dernièrement encore les statistiques montraient que la baisse du chômage profite de façon inéquitable à la population réunionnaise. « *La baisse du chômage est surtout sensible chez les diplômés. Sur les cinq dernières années, les écarts entre les diplômés et les autres se sont creusés. Le nombre de titulaires d'un diplôme supérieur ayant un emploi a augmenté de 8 % par an, en moyenne, chez les 15-64 ans, celui des titulaires du bac de près de 6 %, tandis que*

celui des non-diplômés est quasiment resté stable. En 2006, parmi les personnes âgées de 15 à 64 ans sans diplôme ou n'ayant que le BEPC ou le Brevet des collèges, un tiers des actifs ne trouve pas d'emploi » (Bally, 2004, p. 5).

Les enquêtes de l'ODR (Office de Développement de la Réunion) révèlent qu'une partie de la population se considère comme définitivement exclue du marché du travail. Pour ces personnes, le seul espoir réside dans l'accès à un emploi aidé. Lors d'entretiens sur le thème du travail, il est apparu que pour un certain nombre de personnes, le fait d'intégrer le marché du travail marchand n'est pas même envisagé. Tout se passe comme si cette sphère n'était pas la leur. Les projets de vie évoqués, parfois dès la sortie du système scolaire, sont fait d'alternances entre périodes de chômage et contrats aidés (Jetter, 2006).

Une activité économique dynamique

On peut cependant relever avec optimisme que selon des éléments récents de l'INSEE, l'emploi salarié dans le secteur privé marchand contribue aux deux tiers de la création nette d'emploi. Le secteur du BTP est particulièrement dynamique en raison d'importants travaux publics et des constructions de logements ; l'essentiel de l'emploi reste cependant concentré autour des services (Bally & Actif, 2007).

La transition économique évoquée plus haut a en effet abouti à la mise en place d'une économie de services, puisque ceux-ci créent aujourd'hui 84 % de la valeur ajoutée. « *Services marchands et services administrés se partagent, à parts égales, l'essentiel de la création de richesse. Les services administrés ne recouvrent pas seulement l'activité des administrations publiques mais aussi un secteur associatif et un secteur privé dans le domaine social particulièrement développés* » (Naudet, Actif, Jourdan & Parain, 2005, p. 5).

Il faut également relever la bonne santé économique de l'industrie agro-alimentaire qui a réussi à se structurer pour rester compétitive et

faire face aux importations. La filière canne à sucre a, de son côté, fait des efforts de rationalisation qui lui permettent, grâce aux concours européens, mais aussi à une organisation économique et territoriale mise en place par les deux groupes sucriers, de rester la première activité exportatrice de la Réunion dans le domaine agro-alimentaire.

Tous domaines confondus, c'est le tourisme qui génère le chiffre d'affaires à l'export le plus important. Ce secteur a connu une progression importante des années 1990 au début des années 2000. Après une stagnation pendant quelques années, le nombre de touristes s'est effondré en 2006 en raison de la crise sanitaire liée au virus du chikungunya. Ce retournement a remis en cause les prévisions des professionnels et des pouvoirs publics qui nourrissaient l'espoir de pousser encore davantage ce moteur du développement réunionnais. Si le secteur a pu bénéficier d'aides publiques pour traverser cette crise, il doit maintenant se redresser dans un domaine fortement concurrentiel. Or le tourisme réunionnais, par rapport à d'autres destinations, est handicapé par le coût du transport aérien.

Cette question essentielle pour l'avenir du tourisme est également un enjeu de poids pour le développement de la Réunion puisque la faible desserte aérienne place actuellement l'île dans une situation de dépendance ayant de lourdes conséquences économiques - par les surcoûts occasionnés - et sociales - par l'isolement de la population qu'elle crée.

Les dispositifs de continuité territoriale mis en place par les pouvoirs publics en vue d'aider financièrement la population pour ses déplacements à l'extérieur de l'île ne suffisent pas à lever ce frein à la mobilité, à l'ouverture et donc au développement.

L'enjeu essentiel du développement durable

De la même façon, les difficultés de déplacements internes et le faible maillage du réseau de transport en commun pèsent aujourd'hui sur le développement économique de l'île par les effets négatifs sur son attractivité et sur

la productivité globale de l'économie. Mais ces contraintes de déplacements ont également pour conséquence d'aggraver les inégalités déjà lourdes dans le département en excluant ceux qui ne peuvent se déplacer par des moyens individuels. La question des déplacements extérieurs comme intérieurs est essentielle pour l'avenir de la Réunion, au même titre que les autres questions d'aménagement que sont la résolution de la dépendance énergétique, la disponibilité de la ressource foncière, le traitement des déchets et l'assainissement, la protection des espaces naturels et de la biodiversité.

« Une des caractéristiques majeures de la Réunion est le patrimoine naturel et la biodiversité exceptionnelle encore présents sur la majeure partie du territoire. Bien que de nombreux espaces originels aient été détruits, l'île regorge d'une diversité de milieux, d'habitats et d'espèces indigènes et pour certaines endémiques. Avec un taux d'occupation de massifs végétaux indigènes encore important (ils représentent 30% de la surface de l'île), et une biodiversité marine reconnue, la Réunion participe grandement à la reconnaissance de la zone Madagascar-Mascareignes comme l'un des "hot-spots" de la biodiversité sur le plan mondial. Outre la présence d'une flore et d'une faune originales terrestres et marines, l'île bénéficie d'une diversité de paysages de grande qualité : paysage minéral volcanique, zones de montagnes, cirques majestueux, forêts primaires, littoral, récifs coralliens, falaises basaltiques... La création prochaine du Parc National couvrant près de 40% de la superficie de l'île témoigne de cette richesse exceptionnelle. Tandis que le façonnage de ces paysages et l'apparition de ces espèces sont le fruit de centaines de milliers d'années d'évolution, l'homme, installé depuis seulement quelques centaines d'années, a mis peu de temps à transformer profondément cette nature originelle, fragilisant ainsi les équilibres écologiques ancestraux » (DIREN, 2006, p.6).

La qualité de vie à la Réunion est étroitement liée à la proximité des espaces naturels. Les Réunionnais ont un rapport étroit à la nature à laquelle ils sont très attachés. Cette relation étroite à l'environnement s'est accompagnée de dégradations importantes, notamment par des

prélèvements excessifs ; elle permet également une évolution favorable et rapide des comportements quand des actions de communication et de formation sont dirigées vers la population. Selon une enquête de l'ODR, plus de huit personnes sur dix se déclarent concernées par l'environnement et plus de la moitié se dit même très concernée.

	Pourcentage
Très concernée	47,7
Assez concernée	40,2
Peu concernée	8,9
Pas du tout concernée	3,3

Tableau 3. La sensibilité environnementale
(Source : Fauveau, G. et al. [2006])

Conscients que les comportements individuels d'aujourd'hui ont un impact sur l'environnement de demain, les Réunionnais ont adopté les gestes éco-citoyens tels que le tri sélectif, les économies d'énergie et d'eau. Les marges de progrès dans ce domaine sont encore importantes mais restent envisageables. On ne relève que 9% d'habitants réfractaires à la préservation de l'environnement alors qu'un tiers des habitants, peu sensibilisés aujourd'hui, seraient prêts à en faire plus pour l'environnement. La préservation des espaces naturels conditionne la qualité de vie de la population mais elle est également importante pour l'économie dans la mesure où la principale richesse de la Réunion sur le plan touristique reste la qualité de ses paysages et de ses milieux naturels. La Réunion est un territoire sur lequel la notion de développement durable est extrêmement concrète. L'exiguïté du territoire conduit à des conflits d'usages entre les différentes activités consommatrices d'espace. Les entreprises recherchent du foncier pour se développer. L'avenir de l'agriculture, et notamment de la filière canne, est conditionné au maintien d'une surface minimale. Enfin, la préservation des espaces naturels est essentielle pour une activité comme le

tourisme mais également pour la cohésion sociale et culturelle d'une population tournée vers la nature.

La Réunion doit donc trouver le mode de développement qui concilie à la fois les intérêts économiques, sociaux et environnementaux.

Références

- Bally, B. & Actif, N. (2007). Des actifs plus nombreux au travail. *Economie de la Réunion*, 129, 4-5.
- Bally, B. (2004). Quatre ménages sur dix touchés par le chômage. *Economie de la Réunion*, 121, 4-5.
- CAF (2007). Tableaux de bord des prestations familiales et légales au 31 décembre 2006, 10.
- Commission Européenne. *La Politique régionale et les régions ultrapériphériques*. Dernière mise à jour : 20 novembre 2006. http://ec.europa.eu/regional_policy/themes/rup_fr.htm
- Direction du Travail, de l'Emploi, et de la Formation Professionnelle de la Réunion (2007). Le marché du Travail en mai 2007. *Bulletin Travail Emploi Formation*, 45, 4.
- DIREN (2006). Profil environnemental de la Réunion.
- Fauveau, G., Hoarau, ML. & Jetter, S. (2006). Le respect de l'environnement : perceptions et comportements. *Les documents de l'ODR*, 57, 26.
- INSEE, AFD, IEDOM (2004). *Une double transition presque réussie : chômage, productivité et politique de l'emploi à la Réunion*. INSEE.
- Jetter, S. (2006). Les nouveaux inscrits à l'ANPE. *Les documents de l'ODR*, 58, 26.
- Naudet, J-D., Actif, N., Jourdan, N. & Parain, C. (2005). *Emergence de nouveaux moteurs de croissance - le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002*. INSEE.

Faire Savoirs

Sciences humaines et sociales en région PACA

n° 7 - juillet 2008



L'île de la Réunion : regards contemporains

Coordination : Philippe Vitale

thèses

Lionel Dany

La drogue et le cannabis : approche psychosociale

Laurence Nicolas

Beauduc : l'utopie des gratte-plage

lecture

Philippe Langevin & Jean-Claude Juan

Marseille, une métropole entre Europe et Méditerranée